

Présidentielle/Burundi : les candidats jettent leurs dernières forces dans la bataille

@rib News, 17/05/2020 Source AFP Les deux principaux candidats à la présidentielle de mercredi au Burundi ont jeté leurs dernières forces dans la bataille samedi et dimanche, au terme d'une campagne électorale tendue qui a fait fi du coronavirus alors que des médecins accusent le pouvoir burundais de "cacher des cas".

Les Burundais sont appelés aux urnes mercredi pour des élections générales, dont une présidentielle qui met aux prises 7 candidats, parmi lesquels celui du parti au pouvoir (CNDD-FDD) Evariste Ndayishimiye, présenté comme l'héritier du président sortant Pierre Nkurunziza, et Agathon Rwaso, le principal opposant, à la tête du Conseil national pour la liberté (CNL). Samedi, les militants du CNDD-FDD ont oublié le temps d'un grand meeting à Bujumbura la panique qui commence à monter dans cette ville où de plus en plus de personnes présentent tous les symptômes du Covid-19 dans les hôpitaux ou à leur domicile, sans avoir été testés. Le pays ne compte officiellement que 27 cas. Seule concession faite à la pandémie samedi, le lavage des mains au savon pour ceux qui ont pu accéder aux quelques bidons placés autour du meeting. Des dizaines de camions pouvant contenir jusqu'à 200 personnes y ont acheminé des milliers de militants en provenance de toutes les provinces du pays. "Nous étions hier plus de 50.000 derrière Samuragwa+ ("l'héritier") et nous avons prouvé à tous ceux qui nous dénigrent en nous accusant de préparer une fraude électorale que nous allons gagner loyalement avec 70% des voix au moins", jubilait dimanche un cadre du parti au pouvoir ayant requis l'anonymat. Les hommes portaient des tee-shirts ou des polos à l'effigie de leur candidat et les femmes des pagnes aux couleurs du parti appelant à voter pour M. Ndayishimiye, chacun des ballons aux couleurs du CNDD-FDD dans une main et un petit drapeau dans l'autre. "Son excellence le guide permanent a réalisé ce qui n'avait jamais pu être fait: ramener la paix et l'unité des Burundais, et c'est sur cette fondation que nous allons lever les murs si vous nous soutenez en votant pour nous", a expliqué le général Evariste Ndayishimiye. "Je ne prendrais pas de repos tant que je n'aurai pas vu tous les Burundais devenus riches et heureux" si je suis élu, a-t-il promis. - Dieu comme observateur - Pierre Nkurunziza n'a pas hésité à prier à genoux sur un tapis rouge pour son candidat, jetant une nouvelle fois l'anathème "aux ennemis" du Burundi et invitant Dieu à être l'observateur de ces élections". Dimanche, c'était au tour d'Agathon Rwaso d'achever sa campagne, lors d'un meeting grandement organisé sur un aérodrome situé à une dizaine de km de la capitale administrative du pays, Gitega, et que ses partisans ont rejoint au pas de course en entonnant leur chant de ralliement: "Tsinda abanyonyezi" ("Vainquons les voleurs invétérés"). Depuis le début de la campagne, l'opposition dénonce "des élections qui vont se dérouler à huis-clos", sans aucun observateur international ou national indépendant comme l'Eglise catholique ou la société civile, a rappelé à l'AFP Aimé Magera, le porte-parole du parti CNL étranger. Fort de sa "souveraineté" et d'avoir financé ces élections, le pouvoir burundais a rejeté officiellement tout déploiement d'observateurs des Nations unies, de l'Union africaine ou de l'Union européenne. L'opposition a également dénoncé la non-publication des listes électorales. Vendredi, le président de la Commission électorale (Ceni) Pierre-Claver Kazihise a indiqué que les listes étaient "disponibles" mais "elles ne peuvent pas être affichées faute d'espace suffisant". "C'est un scandale de voir la Ceni refuser de publier les listes électorales, c'est la preuve qu'elle a préparé une fraude électorale massive", a dénoncé dimanche l'AFP Lionel Ngendakumana, le candidat du parti d'opposition Frodebu à la présidentielle. La campagne électorale a été ponctuée de violences, le CNL accusant la ligue de jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, d'en être l'origine, alors que le parti au pouvoir, le gouvernement et la police en rejettent la responsabilité sur le CNL de M. Rwaso. "Depuis le début de la campagne, nous déplorons la mort de deux de nos militants tués par des Imbonerakure, six candidats aux législatives ont été arrêtés et jetés en prison, et plus de 100 militants, surtout des candidats aux élections communales et des mandataires sont détenus", a accusé M. Magera.